



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Extension du Tribunal Administratif (TA) de Dijon

N° du marché : 2024-027-DAI_NB

Conseil D'Etat
Département des Affaires Immobilières et du Patrimoine
1 place du Palais Royal
75100 PARIS
Cedex 01

L'ESSENTIEL DU CONTRAT













	Objet	Extension du Tribunal Administratif (TA) de Dijon
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	4
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Variantes	Avec variantes obligatoires pour 2 lots
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	13 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

Table des matières

0. Table des matières	3
1. Dispositions générales du contrat	5
2. Pièces contractuelles	5
3. Intervenants	6
4. Confidentialité et mesures de sécurité	6
5. Obligations des parties	7
6. Durée et délais d'exécution	7
7. Prix	8
8. - Garanties Financières	9
9. Avance	9
10. Modalités de règlement des comptes	10
11. Conditions d'exécution des prestations	12
12. Développement durable	14
13. Réception	15
14. Garantie des prestations.....	16
15. Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
16. Pénalités	16
17. Assurances	17
18. Résiliation du contrat	17
19. Règlement des litiges et langues	18
20. Dérogations	19

1. Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Travaux d'extension du Tribunal administratif de Dijon.

Lieu(x) d'exécution :

Tribunal Administratif (TA) de Dijon
22, rue d'Assas
21016 Dijon

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lots :

Lot(s)	Désignation
01	FONDATIONS SPECIALES/ DEMOLITION - GROS ŒUVRE/ ETANCHEITE/ VRD ET ESPACES VERTS
02	BARDAGE METALLIQUE - MENUISERIES EXT. - SERRURERIE
03	PLATRERIE-PEINTURE/ CARRELAGE-FAIENCES/ SOLS SOUPLES
04	PLOMBERIE - VENTILATION (CVC)

Le lot principal est lot 01.

2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot, qui ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix servant au règlement des acomptes mensuels et, le cas échéant, de prestations supplémentaires commandées par le maître d'ouvrage. La DPGF ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par le titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots (CCAP).
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Les cahiers des clauses techniques particulières (5 CCTP) et leurs annexes.
- Les pièces graphiques.
- Les documents d'étude.
- Les notices PC ASP.
- Le calendrier détaillé d'exécution des prestations.
- Les Diagnostics Amiante et Plomb.
- Le Plan Général de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. (PGC SPS)
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique.
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

3. Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement constitué de :

- ✉ **Mandataire Architecte** : Agence Béatrice MOUTON
13 rue Chapon
75003 PARIS
Tel : 0142786741
- ✉ **Bureau d'études TCE** : ME2CO 208 rue des Cordiers
71000 MACON
Tel : 0385211161
- ✉ **Architecte d'exécution** : Atelier CLEA
64 rue de Longvic
21000 DIJON
Tel : 0345623704

Missions de base : Esquisse/APS/APD/PRO/ACT/VISA/DET/AOR

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

PROGELEC
14 RUE TILLADET
71000 MACON

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE
4 Rue Louis de Broglie
BP 37004
21070 DIJON CEDEX

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE
4 Rue Louis de Broglie
BP 37004
21070 DIJON CEDEX

4. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5. Obligations des parties

5.5 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation générale de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché public, dans les conditions définies dans les différents documents contractuels.

En outre, il est réputé :

- Avoir pris connaissance et avoir contrôlé toutes les indications de tous les plans utiles à la réalisation des travaux, des lieux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités.

5.6 Exigences générales

Sécurité

L'opération se déroule en milieu occupé. L'exigence de sécurité s'étend donc au-delà du périmètre du chantier. En conséquence :

- ☞ Le titulaire doit être attentif à proposer des modes opératoires et des solutions limitant les risques et les nuisances pour les occupants du site, lors de la réunion de lancement ;
- ☞ L'ensemble des documents fournis par le titulaire tient compte de ces considérations. Pendant l'exécution des travaux, si le maître d'œuvre constate que toutes les dispositions ne sont pas prises par le titulaire, pour ne pas faire courir de risque aux occupants du site, il avertit le maître d'ouvrage en proposant des mesures immédiates visant à supprimer les risques et à l'application de pénalités le cas échéant ;
- ☞ Le titulaire doit être irréprochable sur le port des équipements de protection individuels adaptés à la nature des travaux par ses personnels évoluant sur le chantier.

L'assistant de prévention du site est habilité à visiter le site lorsqu'il le juge nécessaire afin de prévenir les risques pour les occupants du bâtiment.

De même, il peut intervenir sur simple demande du titulaire pour constater la défaillance d'un intervenant, coordonner des actions relatives à la sécurité, etc.

Sûreté

Le titulaire sera tenu de remettre au représentant du pouvoir adjudicateur, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi dans un délai de 5 (cinq) jours à compter de la notification de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

En outre, le titulaire s'engage à fournir à l'ensemble de ses salariés des vêtements et des signes distinctifs permettant leur identification.

En application du décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, les salariés du bâtiment et des travaux publics non porteurs de la carte d'identification professionnelle se verront refuser l'accès au site, sans que les délais d'exécution ne cessent de courir.

5.7 Obligation du maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage s'engage à autoriser au titulaire l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par le maître de l'ouvrage.

6. Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 13 mois (y compris 1 mois de

préparation).

La date prévisionnelle de début des prestations se situera entre mi-juin et fin juin 2025.

6.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution de tous les lots est de 13 mois (y compris 1 mois de préparation).

Le délai d'exécution prévisionnel indiqué correspond à la totalité du chantier. Les candidats se reporteront au planning prévisionnel détaillé joint au DCE pour connaître le phasage et la durée d'exécution des travaux pour chacun des lots. Le délai d'exécution intègre la période de préparation. Le délai d'exécution définitif sera notifié au titulaire à l'issue de la phase préparatoire.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution du présent Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, un planning définitif de travaux précisera le délai exact d'exécution de travaux de chacun des lots au plus tard en fin de période de préparation : il sera notifié en même temps que l'ordre de service de démarrage des travaux comme stipulé à l'article 3.5 du présent CCAP.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

6.3.1 Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) **après consultation auprès des titulaires des différents lots.**

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

7. Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la

protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Le marché est passé à prix révisibles. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire dans son offre finale (le cas échéant après négociation).

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause ci-dessus s'appliquera avec un mois M0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire.

Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

La révision sera effectuée chaque mois par application au prix initial du marché public de la formule indiquée ci-dessous :

$$R = 0.15 + 0.85 * (I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

- R est le montant de la révision
- I_n est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois d'exécution des prestations.
- I_0 est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois Mo d'établissement des prix du marché.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
02	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
03	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
04	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- L'indice de remplacement publié,
- Ou, si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

8. - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Ce taux est fixé à 3,0 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

9. Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance. Si la case OUI est cochée mais que l'Entreprise ne remplit pas les conditions de l'avance, l'avance ne lui sera pas non plus versée. (Rappel conditions légales : une avance forfaitaire de 5 % pourra être versée au titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct. Cette avance est portée à 20% pour toute petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique, pour un marché supérieur à 50 000€ HT et travaux supérieurs à 2 mois.)

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10. Modalités de règlement des comptes

10.1 Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation

du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Le titulaire, ou le mandataire, seul habilité à présenter les demandes de paiement du titulaire en cas de groupement d'entreprises, remet une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché public et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, la transmission par le titulaire ou ses sous-traitants admis au paiement direct de factures sous forme électronique est obligatoire via le portail public de facturation « Chorus Pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le numéro d'engagement juridique sera communiqué au moment de la notification du marché. Des instructions de paiement seront transmises aux titulaires qui veilleront, sous Chorus Pro, à respecter le circuit de facturation transitant par le MOE en utilisant les cadres de facturation prévus à cet effet. Les décomptes devant nécessairement transiter par le MOE, les identifiants de la structure publique communiqués ci-dessus ne devront pas être utilisés dans les conditions normales de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doit figurer sur la facture dématérialisée le numéro CHORUS (EJ) indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement. La facture est à déposer dans l'espace « facture de travaux » à la validation du maître d'œuvre.

Les informations à saisir sur chorus pro « facture de travaux » sont :

- Le numéro CHORUS (EJ) indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement ;
- Le numéro d'identification du service exécutant (comptable ministériel) : **CGFHJ00075**
- Siret : 11000027000014

10.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Tout défaut constaté par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'ouvrage fera l'objet d'un renvoi au titulaire pour correction.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11. Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

22 rue d'Assas
21016 Dijon

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le cas échéant, le candidat veillera à mettre en avant les avantages en matière environnementale procurés par les matériaux utilisés.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit d'effectuer à tout moment, aux frais de l'entrepreneur, les prélèvements, essais et analyses qu'il jugera utiles. Les vérifications et analyses seront faites par tout organisme agréé. Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

11.2 Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

11.3 - Préparation et coordination des travaux

11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 1 mois.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

11.3.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 80,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier est mis à disposition sur chantier par le maître d'œuvre.

11.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

11.5 - Installation et organisation du chantier

11.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les conditions d'installations du chantier sont décrites dans les CCTP.

11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents suivants : se référer aux CCTP

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 80,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

12. Développement durable

- ☞ Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Gestion et valorisation des déchets de chantier : Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des travaux à réaliser. Il est responsable de la gestion et la valorisation des déchets sur le chantier et doit ainsi mettre en place un process permettant :

- 1/ de réduire la production des déchets de l'opération,
- 2/ d'optimiser la gestion des déchets,
- 3/ de favoriser la valorisation à travers le réemploi et/ou le recyclage.

Le titulaire s'engage ainsi à mettre à disposition les documents permettant de connaître la quantité et la typologie des déchets générés sur le chantier ainsi que les bordereaux de suivi du traitement et de valorisation des déchets. En effet, pendant toute l'exécution du marché, l'acheteur public se réserve le droit de vérifier le process de gestion des déchets proposé par le titulaire et de demander les justificatifs afférents à la traçabilité des déchets.

Obligation pour le titulaire de communiquer son BEGES :

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

13. Réception

13.1 - Réception des travaux

13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception est l'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte, avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté.

Elle se déroule dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Il pourra être prononcé des réceptions partielles.

13.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

14. Garantie des prestations

A compter de la date de réception des prestations du marché, les garanties légales suivantes s'appliquent:

- Le délai de garantie de parfait achèvement (GPA) est d'un an à compter de la date d'effet de la réception ;
- Le délai de garantie de bon fonctionnement (GBF) est de deux ans à compter de la date d'effet de la réception ;
- Le délai de garantie décennale court à compter de la date d'effet de la réception.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 (1), le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

15. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16. Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 € pendant 5 jours, puis 300,00 € au-delà.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

La présence de tous les titulaires convoqués aux réunions de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence d'un titulaire, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité d'un titulaire défaillant, et mention du fait en est portée sur le rapport de chantier.

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 250,00 € par absence. Ce montant augmentera en fonction du nombre d'absence, soit plus cinquante euros (50,00 €) à chaque nouvelle absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Défaut de transmission des documents exigés à l'article 12 du présent CCAP (BEGES)	Forfaitaire	100,00 €	Par jour calendaire de manquement constaté
Défaut de transmission des documents exigés à l'article 11.3.2 et 11.6.3 du présent CCAP	Forfaitaire	80,00 €	Par jour calendaire de manquement constaté
Retard aux réunions de chantier	Forfaitaire	50,00 €	Est qualifié de retard le fait pour le titulaire de se présenter à une réunion avec moins d'une demi-heure de retard sur l'horaire programmé. Un retard supérieur à une demi-heure sera considéré comme une absence.
Non-respect des obligations en matière des déchets de chantier	Forfaitaire	100,00 €	Par manquement constaté
Non-respect des prescriptions du CSPS et des éléments du PCGSPS	Forfaitaire	150,00 €	Par manquement constaté, et par jour calendaire et ce jusqu'à obtention de l'avis favorable du CSPS.
Non-respect des consignes relatives à l'organisation du chantier	Forfaitaire	150,00 €	Par consigne non respectée
Non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel	Forfaitaire	50,00 €	Par jour calendaire de manquement constaté
Pénalités pour retard dans la libération des emprises de chantier	Forfaitaire	150,00 €	Par jour calendaire de retard constaté
Non-respect des délais de remise des DOE et DIUO	Forfaitaire	150,00 €	Par jour calendaire de retard constaté, et ce tant que les documents remis de permettront pas la constitution de dossiers conformes aux exigences du marché

17. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

18. Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En outre, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG PI dans sa rédaction de 2009.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19. Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19.1 - Recours à un tiers conciliateur ou à un médiateur

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Outre le Médiateur des entreprises prévu à l'article R.2197-23 du Code de la Commande Publique, le titulaire et l'acheteur peuvent faire appel au CCIRA (Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics) compétent :

CCIRA de Paris Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris

19.2 - Voie contentieuse

En cas d'échec de la procédure amiable, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le Tribunal Administratif de Paris. La juridiction peut être saisie par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

20. Dérogations

- ❖ L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- ❖ L'article 11.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- ❖ L'article 11.6.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- ❖ L'article 14 du CCAP déroge à l'article 44.2 du CCAG - Travaux
- ❖ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- ❖ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- ❖ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux